

contrairement aux années précédentes. Nous allons donc nous abstenir. Le résultat du vote, chaque fois que cette proposition a été mise aux voix ici depuis deux ans, montre clairement, croyons-nous, que cette façon de procéder ne convient pas à la plupart des États membres. Eût-elle obtenu l'adhésion de l'Assemblée auparavant, elle aurait peut-être permis à la question de progresser, mais il est maintenant évident que nous devons chercher une autre façon de procéder."

Indochine

Le 18 mars, dans une déclaration à la Chambre des communes, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a résumé en ces termes les vues du Gouvernement canadien sur le problème du Vietnam à ce moment critique:

"Personne ne conteste la nécessité urgente d'aider à mettre fin à cette terrible épreuve. La seule façon d'y parvenir, selon nous, serait par le truchement de négociations orientées vers un règlement durable et stable que les deux camps pourront accepter et respecter. La nature du problème immédiat n'a pas changé depuis un certain temps. Sa formulation est aussi simple que sa solution pratique est difficile. Il concerne l'ouverture des négociations et l'établissement, entre les deux parties, d'une confiance suffisante pour leur permettre de discuter ensemble les problèmes politiques cruciaux du Vietnam, au lieu de les compliquer de leur puissance militaire. C'est l'aspect du problème que le Gouvernement considère comme primordial et urgent."

L'impasse qui régnait, et à laquelle le Canada a tenté à plusieurs reprises de trouver une issue, a pris fin le 31 mars, quand le président Johnson a annoncé qu'il avait ordonné la suspension des bombardements dans la majeure partie du Vietnam du Nord et, ce faisant, a renouvelé les appels qu'il avait lancés précédemment en vue de négociations sérieuses et immédiates pour la paix. Le Canada a accueilli cette décision comme "un acte de courage" et "un coup de dé pour la paix" et a prié Hanoi d'y répondre de façon positive.

Après un certain délai préalable à un accord sur l'endroit où devaient se tenir les pourparlers, les premiers contacts officiels entre les représentants des États-Unis et les représentants du Vietnam du Nord ont eu lieu à Paris à la mi-mai. Une base sur laquelle les deux parties pouvaient entrer en négociation directe avait donc été trouvée et, dans les circonstances, il semblait qu'il y avait très peu de choses que les tierces parties pouvaient ou devaient faire pour être d'une aide immédiate.

Le Gouvernement canadien ne s'imaginait aucunement qu'une fois ce cap franchi, les résultats suivraient rapidement; toutefois, les pourparlers de Paris ont progressé à une lenteur décevante. Les hostilités